

LA SYRIE DANS L'ÉQUATION GÉOPOLITIQUE RÉGIONALE



Située sur l'isthme qui conduit de la Méditerranée orientale au golfe Arabo-Persique, la Syrie est un pivot géopolitique régional à l'intersection de complexes jeux de pouvoir. Malgré la répression ordonnée par Bachar Al-Assad, l'insurrection en cours menace la stabilité de cet État composite. La possible chute du pouvoir baathiste a déjà un impact sur la stratégie de l'Iran comme sur les ambitions de la Turquie, ces deux puissances non-arabes en situation de rivalité objective. Les Occidentaux ne sauraient se détourner de cette question hautement géopolitique.

Located on the isthmus between the Mediterranean Sea and the Gulf, Syria is a geopolitical pivot at the intersection of complex power games. Despite the repression led by Bachar Al-Assad, the current uprising is threatening the stability of that heterogeneous country. The hypothetical collapse of the Ba'athist regime has already an impact on Iran's strategy and Turkey's ambitions. Both are non-Arab powers engaged in a discreet but deep rivalry. The West cannot turn a blind-eye and ignore this high geopolitical issue.

Jean-Sylvestre MONGRENIER, Chercheur associé à l'Institut Thomas More, Chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis).

« La morale n'a pas à être fondée parce que la conscience de la distinction du bien et du mal est une donnée existentielle de notre être ».

Julien Freund

Malgré la répression, Bachar Al-Assad et le régime baathiste ne sont pas encore parvenus à endiguer l'insurrection qui gagne les différentes villes de Syrie. L'enchaînement des causes et des effets pourrait remettre en cause les équilibres géopolitiques régionaux, avec des contrecoups dans l'ensemble du Moyen-Orient. La Turquie et l'Iran sont engagés au premier chef dans cette recomposition. Si les puissances occidentales ne sont pas en mesure d'intervenir de manière active dans la situation intérieure syrienne, il leur faut cependant anticiper la transformation des rapports de force régionaux. L'art de la prudence est une prévoyance avisée ; il ne consiste pas à se voiler la face ou à s'enfermer dans des apories.

Insurrection et chantage au chaos

Voici plus de trois mois que la dynamique des révoltes arabes s'est étendue à la Syrie où les pratiques et le principe même du régime baathiste sont contestés dans la rue. Située dans le sud du pays, à proximité de la frontière avec la Jordanie, la ville de Deraa est l'épicentre originel de la contestation et la première victime d'une répression menée au nom de la lutte contre le complot de l'étranger. On se souvient du discours prononcé par Bachar Al-Assad, galvanisé par les députés de son parti qui lui promettaient de verser leur sang pour lui (30 mars 2011). La contestation a vite gagné d'autres centres urbains, à Lattaquié, Homs, Alep. Un temps à l'écart des émotions populaires, Damas est atteinte par le phénomène depuis le mois de juin. Chaque vendredi, au sortir de la mosquée, ce sont des centaines de milliers de manifestants qui défilent au péril de leur vie. Le régime réplique à l'arme lourde et le bilan approche les 1 500 tués, chiffre auquel il faut ajouter des milliers de blessés. Quelque 12 000 Syriens ont fui le Nord-Ouest du pays pour la province turque d'Hatay où il a fallu improviser des camps de réfugiés (1). Par voie de conséquences, les relations entre Recep T. Erdogan, le premier ministre turc, et Bachar Al-Assad, son ancien « ami », se dégradent très vite. Il faudra revenir sur cette dyade géopolitique Turquie-Syrie.

Les prétendues ouvertures du pouvoir n'ont pu apaiser la situation politique intérieure mais Bachar Al-Assad pratique le chantage au chaos régional pour dissuader la « communauté internationale », très divisée nonobstant la pression diplomatique des puissances occidentales, d'intervenir de manière active dans cette insurrection (2). De fait, la Syrie se trouve à la croisée des équilibres géopolitiques régionaux. Alliée à Téhéran qui a dépêché des hommes de la force Al-Qods pour aider à la répression, elle est le point d'entrée de l'Iran dans le monde arabe. Par la Syrie transitent les armes iraniennes à destination du Hezbollah, ou encore du Hamas, dont l'hostilité à l'existence même d'Israël est connue. Vis-à-vis de l'État hébreu, Damas affiche toujours une intransigeance qui va bien au-delà de l'enjeu territorial représenté par le plateau du Golan, passé sous contrôle israélien lors de la guerre des Six Jours (1967). Le fragile équilibre entre les deux États et la crainte à Jérusalem de voir à Damas s'installer un pouvoir islamiste ne sauraient occulter cette réalité (les dirigeants israéliens se placent déjà dans l'optique d'un effondrement du régime). Enfin, le pouvoir syrien compte des relais actifs au Liban dont le Hezbollah, chapeauté par Damas et Téhéran. Il pourrait aussi jouer de son pouvoir de nuisance sur le théâtre irakien alors que l'armée américaine poursuit son retrait. Ce n'est donc pas seulement le sort d'un régime-bunker oppressif qui est en jeu.

Le triangle Damas-Téhéran-Ankara

Il faut notamment insister sur l'importance du territoire syrien dans le dispositif du Hezbollah, cette organisation militaro-partisane chiite alliée à Damas et Téhéran qui pèse sur les destinées du Liban (il contrôle le nouveau gouvernement libanais). Les lignes logistiques reliant le Hezbollah à l'Iran

traversent la Syrie qui abrite plates-formes et dépôts d'armements. Missiles, roquettes, terroristes partant s'entraîner dans les camps des Gardiens de la Révolution (l'épine dorsale du régime islamique chiite iranien) et cadres fournis au Hezbollah par la force Al-Qods, le bras armé de Téhéran au plan extérieur, transitent par la Syrie. L'unité 108 du Hezbollah a un bureau à Damas ainsi que divers sites dans la capitale et sa périphérie (aéroport d'Adra et ville de Douma). Les villes syriennes d'Alep, de Homs et Tartous abritent d'autres dépôts et relais. Le matériel de guerre arrive ensuite dans la plaine de la Bekaa, hors de portée de la force de l'ONU (la FINUL) déployée sur la frontière avec Israël, et dans le Sud-Liban où le Hezbollah, malgré la présence des « casques bleus », a renforcé son appareil militaire (3).

Toutefois, le Hezbollah anticipe la possible chute de Bachar Al-Assad et il cherche désormais à récupérer les armements stockés en Syrie ; une opération délicate exposée aux vues et aux coups de l'ennemi (rappelons le raid israélien sur le site nucléaire d'Al-Kira, le 6 septembre 2007). L'effondrement du régime baathiste désorganiserait le dispositif du Hezbollah et les ambitions iraniennes, entre golfe Arabo-Persique et Méditerranée orientale, seraient contrariées. Aussi le régime iranien apporte-t-il au pouvoir baathiste ses compétences en matière de répression (4).

La situation et ses développements pourraient aussi remettre en cause les nouvelles relations turco-syriennes, historiquement antagoniques. Le différend territorial sur le sandjak d'Alexandrette n'est pas le seul litige entre les deux pays. Le conflit porte aussi sur l'usage des eaux de l'Euphrate suite à la construction en Turquie d'un complexe de barrages dans les régions kurdes orientales (Projet d'Anatolie du Sud-Est) avec un impact sur le débit du fleuve (5). S'ajoutent enfin le soutien passé de Damas au PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) et à son chef, Abdullah Öcalan. En 1998, la Turquie et la Syrie étaient au bord de la guerre. Damas retire alors son soutien en 1999 et les deux pays amorcent un rapprochement amplifié par l'arrivée au pouvoir de l'AKP (Parti de la Justice et du Développement), plus tourné vers l'Orient musulman. Signé en 2007, un accord de libre-échange stimule les échanges. En 2010, le Liban ainsi que la Jordanie sont associés à cet accord et l'on évoque la proche intégration de l'Iran dans la zone (6). En 2009, un Conseil de coopération stratégique Turquie-Syrie est mis en place et des exercices conjoints sont organisés alors que les relations d'Ankara avec Israël se dégradent.

L'insurrection en Syrie et l'afflux des réfugiés en Turquie ont inversé cette logique. Après bien des tergiversations, Erdogan a fini par dénoncer les « atrocités » du pouvoir en Syrie (*dixit*) et la Turquie accueille l'opposition syrienne en exil ; Damas dénonce un complot turc en liaison avec l'OTAN. Sur la frontière, les troupes turques sont en état d'alerte. Ainsi le ministre turc des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, redécouvre-t-il les dangers de l'Orient complexe et belligène avec lequel Mustafa Kemal voulait précisément rompre (7).

La grande prudence des Occidentaux

Au regard des enjeux régionaux et compte tenu des engagements militaires sur d'autres fronts, la prudence des puissances occidentales est compréhensible et elle ne relève pas d'un « deux poids, deux mesures ».

Au plan moral, les points de référence des Occidentaux sont bien les mêmes qu'en Libye mais la décision politique n'est pas réductible à un simple raisonnement logique. Il faut aussi prendre en compte le contexte, régional et international, les moyens d'action et les perspectives de succès. Les États-Unis et l'Union européenne ont mis en œuvre des sanctions contre le pouvoir syrien mais Moscou et Pékin s'opposent à l'adoption d'une résolution des Nations unies qui condamnerait Bachar Al-Assad et son régime. La Russie est plus particulièrement engagée auprès du pouvoir baathiste et considère la Syrie comme une porte d'entrée au Moyen-Orient, en sus de l'Iran avec lequel les relations demeurent étroites malgré le vote de sanctions internationales à l'ONU l'an passé (la résolution 1929 du 9 juin 2010). Le précédent libyen et l'interprétation faite à Paris, Londres et Washington de la résolution 1973, votée le 17 mars 2011 (Moscou et Pékin n'ayant pas apposé leur veto), expliquent aussi le raidissement de l'exécutif russe que l'on voudrait présenter, dans l'*establishment* français du moins, comme compréhensif et bienveillant. En visite à Moscou le

1^{er} juillet 2011, Alain Juppé a pu ainsi constater les limites du « partenariat » ostensiblement invoqué pour justifier la vente d'équipements militaires français à la Russie (8).

Assurément, le contexte géopolitique ne se prête guère à une action de force occidentale alors même que les opérations en Libye n'ont pas encore atteint leur objectif naturel (à défaut d'être partagé et assumé par tous les Alliés), à savoir l'éviction de Kadhafi et le changement de régime. Et ce alors que les États-Unis et leurs alliés transfèrent les pouvoirs vers les autorités afghanes et irakiennes, avec en perspective d'importantes échéances électorales (élections présidentielles en France et aux États-Unis en 2012).

Cela dit, le contexte et l'absence d'un cadre « action-espace-temps » n'expliquent pas tout ; après des années d'engagements militaires divers pour des résultats encore incertains, une « grande fatigue » se fait ressentir. Jouent aussi en profondeur le nihilisme et la déconstruction des normes morales (voire anthropologiques), les débats sur le bien-fondé des interventions extérieures oscillant entre moralisme désincarné et cynisme au petit pied. Le moralisme consiste à afficher des fins illimitées quand l'action humaine est conditionnée et repose sur des moyens d'action limités. Il fait fi des servitudes d'une situation concrète, appelant en retour une forme de cynisme absentéiste. Souvent masqué par les tartufferies ordinaires (ne pas hiérarchiser les malheurs du monde), la dénonciation usée des « dogmes » ou encore du « manichéisme » (la théologie et l'histoire religieuse ne sont pas leur fort), ce petit cynisme est aussi affiché sans vergogne par de tristes cabotins tentés par un « *come-back* » sur la scène nationale et internationale. Pour dire les choses autrement, les puissances occidentales devraient s'enfermer dans le « tout ou rien », au nom du purisme et d'une logique du tiers exclu (9). Bien au contraire, il faut restaurer l'art de la manœuvre et travailler à la constitution d'un front diplomatique qui ouvre le champ du possible, sans céder à l'*hubris* qu'il soit rhétorique ou autre.

Politique et morale

Pourtant, c'est un mouvement de fond qui se déploie en Syrie comme dans d'autres États arabes ; les puissances occidentales ne sauraient s'abstraire d'une région névralgique comparable à un « nœud gordien » mondial. Le maintien du *statu quo* peut bien sembler préférable à certains, celui-ci n'existe plus. Il faut donc envisager avec lucidité les possibles bouleversements syriens, leurs contrecoups et répercussions dans le voisinage géographique comme dans l'ensemble Méditerranée-Grand Moyen-Orient. De fait, la *Fitna*, la division interne et la sécession politique ajoutent leurs maux à ceux provoqués par le *Djihad* et le terrorisme.

La situation en Syrie et ses prolongements, plus largement les révoltes arabes et l'ébranlement des cadres politico-territoriaux, ne mettent pas seulement en évidence l'affaiblissement matériel des puissances occidentales et la réduction de leur espace de manœuvre ; l'affaissement est aussi intellectuel, moral et spirituel. Le retour aux « fondamentaux » s'impose donc. Si la voie de la « politique morale » est bel et bien une impasse, le politique – comme toute activité originaire – a pourtant une dimension morale. Enfin, une grande puissance ne saurait maintenir son rang en se détournant des enjeux au-delà de ses frontières ou même d'un illusoire « pré carré » post-colonial débordé par la dynamique de la mondialisation.

Jean-Sylvestre MONGRENIER

(1) La province turque d'Hatay correspond à l'ancien Sandjak d'Alexandrette concédé par la France, ancienne puissance mandataire de la Syrie, à la Turquie en 1938. L'idée était d'éviter que la Turquie ne bascule du côté de l'Axe.

(2) La France, le Royaume-Uni et les États-Unis cherchent à faire adopter par le Conseil de sécurité des Nations unies une résolution condamnant clairement le régime et ses pratiques. La Russie et la Chine s'y opposent.

(3) Cf. Georges Malbrunot, « Dans le secret des caches d'armes du Hezbollah », *Le Figaro*, 25 octobre 2010.

(4) Les services syriens et la force Al-Qods ont un « PC » commun sur l'aéroport de Damas. La Syrie est le seul allié arabe de l'Iran et ce lien conditionne les relations de Téhéran avec le Hezbollah comme avec le Hamas, même si les trafics d'armes à destination de la bande de Gaza passent aussi par le Soudan et le Sinaï. D'une manière générale, l'Iran ne peut étendre

son influence dans la région qu'en jouant sur la déstabilisation. Si Téhéran accédait au nucléaire militaire, la mise en œuvre d'une stratégie de sanctuarisation agressive renforcerait son pouvoir de nuisance, un pouvoir de nuisance dont les capacités balistiques iraniennes donnent quelque idée de sa portée et des ambitions du régime.

(5) L'Euphrate assure 60% de la production d'électricité en Syrie et conditionne les pratiques agricoles dans les régions septentrionales de Syrie. La construction des barrages turcs dans le Sud-Est anatolien aurait réduit le débit de l'Euphrate de 25 à 30% dans les régions traversées d'où de fortes tensions entre les deux pays comme entre la Turquie et l'Irak dans les années 1990.

(6) Si les échanges commerciaux de la Turquie avec la Syrie ne représentent que 1% du commerce extérieur turc, leur valeur a quintuplé ces dernières années (400 millions de dollars en 2004 ; 2 milliards de dollars en 2009). L'objectif affiché était de les porter à 5 milliards de dollars en 2015. L'extension de ces accords de libre-échange au Liban et à la Jordanie (Déclaration d'Istanbul, juin 2010) laissait entrevoir la création d'un grand marché commun de 300 millions de consommateurs, Iran compris, structuré par de fortes solidarités énergétiques. Nous n'en sommes plus là.

(7) D'abord conseiller diplomatique d'Erdogan, Davutoglu est l'auteur d'un ouvrage – *Profondeur stratégique : la Turquie sur la scène internationale* (2001) – dont on considère qu'il est aujourd'hui le bréviaire de la diplomatie turque. Il y promeut l'idée d'une politique de bon voisinage (« zéro problème » aux frontières) avec les ennemis d'hier et une thématique néo-ottomane destinée à justifier le rôle de la Turquie comme État-phare et puissance centrale du monde musulman. La Syrie aura été le banc d'essai de cette politique étrangère, peut-être plus déclaratoire qu'effective (voir aussi l'échec de la « diplomatie du ballon rond » entre Ankara et Erevan). Dans la présente situation, on voit revenir en force la question kurde, tant sur la plan transnational que dans la politique intérieure turque.

(8) Lors de sa visite à Paris, le 21 juin dernier, Vladimir Poutine a fait savoir à François Fillon qu'il s'opposerait à une résolution sur la Syrie. Cf. Nathalie Nougayrède, « Syrie : la diplomatie française bute sur la Russie », *Le Monde*, 23 juin 2011.

(9) Se livrant à l'analyse de la crise de Cuba, Raymond Aron soulignait son principal enseignement : ne pas s'enfermer dans le « tout ou rien ».

